

Société

Capital humain, un langage insidieux

De « capital humain », il est de plus en plus question. Et pas seulement dans la bouche d'économistes. Mais qu'est-ce que le « capital humain » ? Quelles sont les raisons de son succès ? À quelle conception de la société renvoie-t-il ?



Avec le soutien de

FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

En déplacement à Davos pour le Forum économique mondial de 2020, Sophie Wilmès alors Première ministre parlait de « capital humain loyal, flexible, très compétent »¹ pour désigner les travailleurs et travailleuses de Belgique. Son but : inciter les entreprises à investir dans l'économie du pays. Si cette phrase est passée largement inaperçue c'est que le terme de « capital humain », utilisé pour la première fois par Joseph Staline en 1935², est aujourd'hui sur toutes les lèvres : des managers aux politiques, en passant par les universitaires, dont la récente Prix Nobel d'économie Esther Duflot, ou encore les organisations internationales comme la Banque mondiale.

Un concept à la mode

1

Le « capital humain » est incontestablement un des grands concepts à la mode³. Nous nous limitons ici à donner les définitions les plus courantes à commencer par celle de son théoricien principal, l'économiste étasunien Gary Becker.

Dans son ouvrage *Human Capital* publié en 1964, Gary Becker, qui obtiendra en 1992 le prix Nobel de l'économie, définit le « capital humain » comme « l'ensemble des capacités productives qu'un individu acquiert par accumulation de connaissances générales ou spécifiques, de savoir-faire, etc ». Joseph Stiglitz, autre prix Nobel d'économie, le définit comme « l'ensemble des compétences et de l'expérience accumulées qui ont pour effet de rendre les salariés plus productifs ». Pour la Banque mondiale, « le capital humain est constitué des connaissances, des compétences et de la santé que les gens accumulent au cours de leur vie, leur permettant de réaliser leur potentiel en tant que membres productifs de la société »⁴.

Au centre de ces définitions, on retrouve à chaque fois la nécessité d'augmenter la productivité des travailleurs et travailleuses à travers l'investissement dans le « capital humain ». Cette augmentation de la productivité permettrait ensuite, selon cette théorie, d'augmenter mécaniquement leur rémunération.

Pour bien comprendre ce raisonnement, il est nécessaire de remonter brièvement aux origines du concept forgé dans les années 1960 par Theodore Schultz et surtout Gary Becker, deux économistes de l'École de Chicago, bien connue pour avoir conseillé Pinochet au Chili dans les années 1970 et pour voir plus largement façonné les plans d'ajustement structurels d'inspiration néo-libérale imposés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) aux pays appauvris du Sud à partir des années 1980.

Un concept bancal

¹ https://www.rtbf.be/info/belgique/detail_a-davos-sophie-wilmes-met-en-avant-un-capital-humain-loyal-flexible-tres-competent-en-belgique?id=10413168

² Dans son ouvrage intitulé *L'Homme, le capital le plus précieux* paru quelques années avant les grandes purges staliniennes. Le régime nazi utilisait, quant à lui, le terme de « matériel humain ». Voir *Johann Chapoutot, Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui*, éd. Gallimard, 2020

³ Par exemple, dans la base de données « Cairn », l'occurrence « capital humain » revient plus de 10 000 fois. *Cairn.info* est un portail web lancé en 2005 qui contient 372 revues en sciences sociales et humaines.

⁴ p. 50 du projet de Rapport sur le développement dans le monde 2019 sur l'avenir du travail.

Theodore Schultz, aussi prix Nobel d'économie est le premier à développer la notion de « capital humain » à partir du secteur agricole. Mais c'est Gary Becker qui va approfondir ce concept en intégrant le calcul « coût-bénéfice », et en le généralisant à tous les secteurs. Sa logique est la suivante : chaque travailleur et chaque travailleuse dispose d'un capital humain qui résulte, d'une part, de ses dons innés et, d'autre part, de son éducation et de sa formation professionnelle. Le « capital humain » est considéré, dans un monde où règne le mode de production capitaliste, comme un stock susceptible de rapporter un revenu. Pour Becker, ce stock peut soit s'accumuler soit s'user. Il augmente quand l'individu investit dans son « capital humain »⁵. Mais avant d'investir dans leur propre personne, les individus, qui sont vus comme des êtres purement rationnels (économiquement parlant) ayant accès à toutes les informations, réalisent automatiquement un calcul « coût-bénéfice » indépendamment de toute considération sociologique, psychologique ou encore de l'absolue nécessité économique pour eux de travailler immédiatement. Dans cette théorie, le bénéfice correspond au salaire tandis que les coûts résultent de dépenses d'éducation, frais de scolarité, matériel ainsi que des revenus que la personne ne touchera pas pendant le temps consacré à sa formation.

Autrement dit, les individus feraient un arbitrage entre, d'un côté, travailler tout de suite et, de l'autre, suivre une formation qui pourrait leur permettre de percevoir des revenus futurs plus élevés qu'aujourd'hui... Sauf que cette relation causale ne repose sur aucune preuve empirique. Il n'existe, en effet, aucune étude démontrant le lien entre le niveau d'éducation, l'augmentation de la productivité et la hausse du salaire.⁶

Quelques clés d'explication de ce succès planétaire

En dépit de ce raisonnement dépourvu de base empirique, le « capital humain » constitue aujourd'hui une priorité de la Banque mondiale dans laquelle elle investit massivement⁷. En 2019, elle a créé même l'indice de capital humain (ICH)⁸ qui est soutenu par les « Champions du capital humain⁹ », comme s'autoproclament plusieurs dirigeants et dirigeantes d'États, d'entreprises ou d'organisations internationales.

Comment comprendre un tel succès ? À notre sens, il y a deux raisons principales. La première est liée aux Objectifs de développement durables (ODD) que tous les États et les organisations internationales de l'ONU se sont engagés à atteindre d'ici 2030, et plus précisément au 4^e ODD qui est d'« *assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie* »¹⁰. Au travers des ODD, l'éducation et la formation devraient logiquement être au cœur des

⁵ <http://ses.ens-lyon.fr/articles/a-les-fondements-de-la-theorie-du-capital-humain-68305>

⁶ <https://www.franceculture.fr/emissions/entendez-vous-leco/entendez-vous-leco-emission-du-mercredi-05-fevrier-2020>

⁷ En 2019, la Banque mondiale s'est engagée à investir 15 milliards de dollars dans le « capital humain » en Afrique subsaharienne. <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2019/04/11/world-bank-launches-human-capital-plan-to-propel-investment-in-africas-people>

⁸ Cet indice est construit à partir de données de santé et d'éducation collectées jusqu'en mars 2020 dans 174 pays. Il mesure la contribution de la santé et de l'éducation à la productivité de la prochaine génération d'un pays. Sa création s'inscrit dans le cadre plus large du « projet pour le capital humain ».

⁹ <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2018/10/12/im-a-human-capital-champion-video-statements>

¹⁰ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/education/>

priorités politiques aux niveaux national et international. En investissant dans le « capital humain », les gouvernements et les organisations internationales viseraient alors l'ODD 4... Sauf que dans les faits, les investissements dans le secteur de l'éducation sont souvent annulés par les remboursements de dettes des États.

La deuxième raison d'un tel succès est que le « capital humain » est un concept idéal pour perpétuer le système capitaliste néolibéral, fondé sur le mérite individuel, la concurrence de tous et toutes sur les différents marchés (dont le marché du travail) qui régissent nos vies, et sur l'extension du champ de l'économie à toutes les sphères de la société¹¹.

Le « capital humain » fait corps avec le néolibéralisme

Une vision individualiste et marchande de l'éducation

Dans la théorie du capital humain, l'éducation n'est jamais abordée comme un droit humain fondamental¹² mais comme un moyen de productivité au service de la croissance économique. Ainsi, la bonne éducation est celle qui prépare au marché du travail sur lequel nous devons apprendre à nous vendre. « Dans cette vision, prime alors l'injonction à l'employabilité : il faut former des agent.e.s de production dont on se soucie peu de la capacité à penser, à créer ou plus simplement à vivre bien », estiment des chercheurs de l'École de management de Grenoble¹³. Exit l'éducation à des fins d'émancipation développant le sens critique et la coopération avec les autres !

Ce constat est partagé par le Secrétaire général de Education International, une fédération composée de 32 millions d'enseignants, enseignantes, d'éducateurs et d'éducatrices affiliés à des organisations présentes dans 173 pays. Pour ce dernier, « le discours de la Banque sur le "capital humain" ne comprend pas les gens comme des détenteurs de droits, mais seulement en fonction de leur contribution économique future. (...) le simple fait de produire des travailleurs/euses pour l'économie capitaliste n'est pas le but et la valeur de l'éducation telle que je la connais. L'éducation ne consiste pas seulement à préparer les individus au monde du travail, mais au monde en général. Il ne s'agit pas seulement d'individus, mais de la collectivité: l'éducation collective peut nous aider à créer un monde plus juste, plus pacifique et plus durable. Surtout en ce moment où le nationalisme, la xénophobie et l'inégalité déchirent la démocratie et donnent naissance à des régimes autoritaires. Plus qu'un simple moyen d'atteindre un objectif, l'éducation elle-même a aussi une valeur intrinsèque»¹⁴.

Un outil idéal pour légitimer les inégalités sociales

Le « capital humain » fournit également des éléments théoriques pour justifier les différences de revenus, légitimant ainsi les inégalités sociales. En effet, selon cette théorie, les individus seraient eux-mêmes les principaux (voire les seuls) responsables de leur

¹¹ Pour Eva Illouz et Edgar Cabanas, auteurs de l'ouvrage *Happycratie*: « le néolibéralisme doit être compris comme une philosophie sociale individualiste focalisée pour l'essentiel sur le moi de l'individu, et dont le postulat anthropologique principal peut être résumé, selon Nicole Aschoff, en une phrase : "Nous sommes tous des acteurs indépendants, autonomes, se rencontrant sur le marché, façonnant seuls leur destin et, ce faisant, façonnant la société." » (page 76)

¹² Ce droit est notamment établi dans l'article 26 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

¹³ <https://theconversation.com/quand-lhumain-devient-capital-les-conditions-de-la-paix-economique-84326>

¹⁴ https://worldsofeducation.org/fr/woe_homepage/woe_detail/16022/quel-est-le-probl%C3%A8me-avec-l%E2%80%99indice-du-capital-humain-de-la-banque-mondiale-par-david-edwards

situation sociale, puisqu'au final ce sont eux qui prennent la décision d'investir ou non dans leur « capital humain ».

On touche ici le cœur de l'idéologie néolibérale basée sur la responsabilité individuelle. Une idéologie où les individus méritent leur sort car ils sont libres de choisir. En somme, les personnes sont pauvres parce qu'elles ont pris les mauvaises décisions et qu'elles n'ont pas fait assez d'effort ! Soulignons que cette idéologie fait des ravages dès l'enfance puisqu'elle met la pression sur les individus dès le plus jeune âge, à l'école.

Avec la théorie du « capital humain », tout serait donc question de volonté individuelle. Le fonctionnement du système capitaliste n'est pas questionné et les inégalités dès la naissance n'apparaissent pas non plus comme déterminantes. Exit également le rôle des institutions comme l'école, les questions liées au logement et plus généralement la précarité qui peuvent aussi résulter d'évènement inattendus (les fameux « accidents » de la vie comme la mise au chômage, le décès d'un conjoint, etc). Autant de circonstances externes à l'individu qui remettent en cause l'idée même de choix individuel et donc de mérite.

Quand le calcul économique vampirise toute la société

Le calcul coût-bénéfice économique, qui est au fondement du « capital humain », ne se limite pas au secteur de l'éducation. Son théoricien, G. Becker, est le précurseur d'un nouveau courant appelé « impérialisme économique » qui voit l'économie partout¹⁵. En effet, la démarche intellectuelle de Becker consiste à passer au crible du marché tous les aspects de la vie humaine, y compris les plus intimes : le mariage, le divorce, l'adultère, la procréation, le suicide, etc. La criminalité n'échappe pas non plus à cette règle puisqu'elle est analysée en termes de coût/avantage, à la fois pour l'État et la personne délinquante, indépendamment de toute considération sociologique et psychologique¹⁶. Signalons que d'autres sciences humaines comme le droit peuvent également être gangrénées par cette approche¹⁷.

Une telle conception fait entrer dans le règne du calcul permanent, du marché-roi où même la dignité humaine peut faire l'objet de tractations. Avec pareille vue, il n'est pas surprenant que les travailleurs et travailleuses soient considérés comme des machines, des appareils productifs dont le but est de faire croître le profit des entreprises sans qu'ils aient recours à leur intelligence...

La réduction des êtres humains à l'état de capital pose enfin une dernière question philosophique et néanmoins concrète, d'une importance cruciale. En effet, depuis que l'esclavage est aboli en droit, l'humain n'est pas un bien, c'est-à-dire une chose que l'on peut s'approprier. Dès lors, il devrait logiquement être interdit de parler des êtres humains en termes de capital et encore plus de les traiter comme tel dans les faits. C'est pourtant ce qui arrive dans certaines entreprises, et c'est ce qui pourrait arriver avec l'implantation à Liège de la multinationale du commerce électronique *Alibaba*.

¹⁵ Gary Becker, *l'économiste qui voyait l'économie partout*, Les Echos, 16 mai 2014. www.lesechos.fr/

¹⁶ Alain Supiot, *Homo juridicus*, p. 118.

¹⁷ Avec le courant de la « law economics », le calcul d'utilité constitue ainsi le fondement pour limiter les droits humains comme celui de ne pas être torturé. Richard Posner, qui est l'un des pères du courant, affirme, par exemple, que « si les enjeux sont assez élevés, la torture est admissible ». R. A. Posner, « The Best offense », *The New Republic*, 2 septembre 2002.

Le triomphe de l'Homme-machine : le cas de l'entreprise Alibaba

Pour pouvoir livrer ses marchandises partout dans le monde en moins de 72 heures comme elle en a l'objectif, le géant chinois de l'e-commerce *Alibaba* emploiera/exploitera des travailleurs et travailleuses soumis à des cadences infernales, y compris la nuit et les week-ends, sans aucune autonomie dans la façon d'exécuter leur travail¹⁸. Ajoutons que ce seront des emplois largement automatisés (souvent déqualifiés et déqualifiant) avec très peu de perspectives d'évolution, beaucoup de rotation et de précarité.

Un tel régime inhumain de travail, qui aura irrémédiablement des conséquences sur la santé des travailleurs et travailleuses, a été facilité grâce à une loi dont s'est félicité Kris Peeters, qui occupait le poste de ministre fédéral de l'Emploi au moment de la signature de l'accord avec *Alibaba*¹⁹.

Conclusion

Refuser l'usage du terme de « capital humain » n'est pas que symbolique, puisqu'il porte en lui toute une vision capitaliste de la société qui déshumanise les êtres humains en les réduisant notamment à une pure force de travail et qui légitime l'idée que (seul) le capital créerait de la valeur économique. Dans cette perspective, le terme de « ressources humaines » pourrait être également à proscrire comme porteur d'une réduction des personnes à du stock exploitable et consommable.

Comme nous l'avons rappelé dans une récente analyse, « mener des luttes communes, contre la pauvreté et pour la préservation de l'environnement notamment, passe aussi par le langage et la manière de présenter autrui »²⁰. Les mots sont en effet importants. Le secteur associatif devrait à cet égard y porter une attention particulière en évitant d'utiliser, par exemple, des termes tout droit venus du management lorsque ceux-ci sont déconnectés de la réalité de terrain, ne parlent qu'aux bailleurs de fonds et aux consultants privés, et ne permettent pas de décrire de manière juste la violence du système ainsi que les rapports de domination et d'exploitation.²¹

Renaud Vivien

Chargé de recherche et de plaidoyer pour Entraide et Fraternité

¹⁸ Cédric Leterme, Arrivée d'Alibaba à Liège : cadeau pour l'emploi ? : <https://gresea.be/Arrivee-d-Alibaba-a-Liege-cadeau-pour-l-emploi> Voir aussi l'excellent documentaire *Welcome Alibaba, les dessous de l'arrivée du géant chinois* : <https://www.toutvabien.tv/welcome-alibaba-tout-savoir-sur-le-film/>

¹⁹ Cette loi flexibilise le travail de nuit, le travail du dimanche et le recours aux heures supplémentaires. <https://trends.levif.be/economie/entreprises/alibaba-valorise-les-forces-de-l-e-commerce-en-belgique/article-normal-1063195.html>.

²⁰ <https://vivre-ensemble.be/bobos-quand-le-vocabulaire-entretient-les-divisions>

²¹ Pour alimenter la réflexion, lire entre autres : Centre Avec, *Néolibéralisme et coopération au développement*, analyse 2018. Disponible sur www.centreavec.be